

Fontaine, notre planète commune, écologique et solidaire

Ils nous confisquent la parole !

Soyons clairs, le nouveau régime politique qui gère notre ville et qui marque de son empreinte libérale la vie de notre cité n'est pas une démocratie.

Le conseil municipal qui se doit d'être un lieu dans lequel chacun dépasse son appartenance politique pour contribuer au bien commun et au bien être des Fontainois-es est devenu une enceinte où le maire et sa majorité s'emploient à tenir des récits qui tendent à renier la bonne gestion du passé et à faire porter aux équipes précédentes toute la responsabilité de leur incapacité à faire face aux obligations de bonne gestion qui sont les leurs aujourd'hui. Les motifs amenant la démission inattendue d'un conseiller délégué de la majorité renforcent cette affirmation. Que faut-il penser de cette majorité qui face à la politique dévastatrice du gouvernement au regard des communes ne trouve rien à y redire, ne cherche qu'accommodements sur le dos des usagers pour pallier aux augmentations des coûts des énergies et refuse de s'associer aux autres collectivités qui entrent en résistance sous prétexte que les luttes ne servent à rien ?

A partir du dispositif "la demi heure Fontainoise", issu de la feuille de route de la démocratie participative de la majorité, le maire a mis en place une stratégie qui consiste à enfermer la parole de l'opposition et à interdire aux élu-es de celle-ci de participer à la chose publique en les cantonnant au rôle de spectateurs. Seul le groupe majoritaire est autorisé par le Maire à intervenir et à répondre aux questions des habitants. En fait c'est une tribune politique supplémentaire pour le Maire.

De même le maire se retranche derrière le mandat de conseiller métropolitain d'un des élus de notre groupe pour ne pas répondre à nos demandes légitimes sur les aménagements de l'Avenue du Vercors et nous renvoie vers la Metro.

Nous nous refusons à être réduits à une identité figée et nous ne laisserons pas cette majorité oppressive et son maire faire ce qu'ils veulent et "habiller" l'histoire de Fontaine à leur façon.

Jean-Paul Trovero (PC), président

Amélie Amore (PS),
Raymond Souillet (société civile)

Oser à fontaine

Plus urgent que le métrocâble

Au Conseil Municipal de mai dernier, nous avions voté pour le Métrocâble.

Notre ancienne majorité a initié et soutenu ce projet, en cohérence avec l'aménagement du secteur. L'objectif était de compléter le développement de l'offre de transports en commun au sol à l'époque à l'ordre du jour, par des lignes de franchissement du fleuve. Et à ce moment-là, le projet d'aménagement des Portes du Vercors était étroitement lié.

Mais à ce même Conseil Municipal de mai, nous avons posé sur la table un sujet important : le Métrocâble devait-il rester la priorité, compte-tenu des réductions d'offres de transport en commun depuis le Covid et de l'engorgement routier de Sassenage ? Nous en doutions.

Depuis, nous avons beaucoup réfléchi et notre positionnement a évolué.

Pourquoi ? Parce que le contexte est aujourd'hui différent : les priorités d'investissements du SMAAG (Syndicat mixte des Mobilités de l'Aire Grenobloise), dont l'objectif est de répondre aux besoins de toutes les mobilités pour l'ensemble des habitant.e.s du bassin de vie grenoblois, ont changé et ne vont ne vont plus dans le sens d'un développement de l'offre de transports en commun. Nous en sommes inquiets, nous l'avons dit, et dans ces conditions le Métrocâble ne nous semble plus constituer la priorité.

Nous continuerons de soutenir le projet des Portes du Vercors parce notre commune a besoin de nouveaux logements et que ce secteur mérite des aménagements de qualité.

Nous ne sommes ni anti-urbanisation ni anti-câble, mais compte-tenu de ce nouveau contexte notre position évolue et nous voulons dissocier le Métrocâble des Portes du Vercors.

Nous serons attentifs aux résultats de l'enquête publique et invitons chaque citoyen.ne à se prononcer sur ce projet. C'est l'objectif de ce type de démarche : prendre le pouls du territoire par le biais d'une procédure de participation pour permettre au public de s'informer mais aussi de formuler des observations auprès d'une commissaire enquêteur indépendant.

Sophie Romera (LFI), présidente

Jérôme Dutroncy (PG),
Camille Montmasson (EELV)